

LE SOCIALISME

Causerie et infos en bref.

(Apprendre pour comprendre, comprendre pour agir. V. I. Lénine)

Le 22 février 2026

Il y aurait beaucoup de choses à dire sur LFI et les partis du mouvement ouvrier, ainsi que les syndicats qui cautionnent le capitalisme, et qui par conséquent combattent le socialisme, mais il me semble que le moment serait mal choisi d'en rajouter une couche sur LFI tout du moins, quoique on ne peut pas se taire non plus. Leur collusion avec le régime n'est plus à démontrer. Souvenez-vous, un jour Mélenchon hurlait qu'il fallait « *tous les dégager* », et un autre il se voyait Premier ministre de Macron. Des exemples comme celui-ci ils en existent des centaines.

Quand vous êtes corrompu, vous n'êtes pas libre, on vous tient par les couilles, vous ne disposez pas de tous vos moyens. Vous êtes vulnérable et pas vraiment en mesure de vous défendre. Vous êtes l'otage de vos propres contradictions. Vous vivez sans cesse sous la menace d'un chantage ou d'une dénonciation qui vous conduirait à vous renier toujours davantage ou à trahir au moment décisif. Votre véritable nature apparaîtrait au grand jour, vous seriez perdu, mort politiquement, parfois en s'estimant heureux d'être encore en vie, et personne ne volerait à votre secours par crainte de subir le même sort que vous...

Je les considère comme de vulgaires escrocs, ils en ont fait leur fonds de commerce, ce sont des parasites au sein du mouvement ouvrier. Leurs détracteurs ne valent guère mieux ou ils sont bien pire encore, en réalité, ils les envient !

Pourquoi LFI a-t-il recruté ou fréquente-t-il des individus si peu recommandables, réputés pour leur violence, leur fanatisme, par nature incontrôlable, une source d'emmerdements un jour ou l'autre ?

L'opportunisme oscille en permanence entre collaboration ouverte avec le régime et gauchisme, c'est la raison pour laquelle on le combat, car il n'offre aucune perspective politique aux travailleurs ou aux militants. Recourir inutilement à la violence, n'a jamais permis de résoudre quoi que ce soit dans la vie, et bien il en est de même en politique. Pour autant nous ne la bannissons pas. Elle peut être légitime au titre de l'autodéfense seulement ou sur le plan défensif, mais en aucun cas offensif ou comme tactique collective, vous transformeriez la lutte des classes en champ de bataille et vous sortiriez perdant à tous les coups.

On pourrait peut-être prédire une grave crise politique au sein de LFI suite à cet épisode. Si vous me demandiez ce que j'en pense, je vous répondrais que je m'en fous, car il ne sortirait rien de bon de ce satellite de la social-démocratie dégénérée. Ce qui me débecte le plus chez eux, c'est leur lâcheté, on ne reparlera très bientôt.

J'appelle à boycotter les élections municipales dans la mesure où les maires ne sont que des auxiliaires de la Vé République, c'est inscrit noir sur blanc dans leur définition de fonction pour ceux qui l'ignoraient encore.

Provocation. Normalisation du nazisme. Les fachos ont déjà un ministre, il les autorise à parader dans les rues.

La marche en hommage à Quentin finalement autorisée par le gouvernement, malgré le risque de troubles - Le HuffPost 20 février 2026

Une marche en hommage à Quentin Deranque aura finalement bien lieu ce samedi à Lyon. « Je ne demande pas l'interdiction de cette manifestation », a indiqué ce vendredi 20 février le ministre de l'Intérieur Laurent Nuñez, sur RTL.

« *Il y aura des militants d'ultra-droite, que les choses soient claires* », a confirmé vendredi Laurent Nuñez. Il a également indiqué que « *certaines militants d'ultragauche appellent à venir perturber cette manifestation* », assurant que les forces de l'ordre les empêcheraient d'agir. « *Je ne peux interdire une manifestation que lorsqu'il y a des risques majeurs de trouble à l'ordre public et que je ne suis pas en mesure de les contenir* », a-t-il ajouté. Le HuffPost 20 février 2026

Pour rappel :

- La France interdit toute manifestation pro-palestinienne et interpellera tout "fauteur de troubles" - radiofrance.fr 12 octobre 2023

Les néonazis jouent la carte de la victimisation, comment est-ce possible ?

Rappel - Le 14 novembre 2025, lors de l'assemblée générale de l'ONU une très large majorité de 114 pays a adopté une résolution appelant à lutter contre la glorification du nazisme, du néonazisme et du racisme, la France l'a rejetée.

La France soutient et arment les régimes néonazis en place en Ukraine et en Palestine occupée.

Ceci doit expliquer cela.

"Justice pour Quentin" : 3 200 personnes ont défilé dans les rues de Lyon (préfecture) - Euronews 21 février 2026

Selon le politologue Xavier Crettiez, interviewé par Arte le 17 février, en 40 ans, outre les morts causés par les islamistes et les séparatistes, 53 personnes sont décédées lors de violences idéologiques, dont 5 sont du fait de l'ultragauche et 48 de l'ultradroite.

Malgré les consignes des organisateurs demandant à ne pas politiser l'événement, une partie de la foule, rassemblée derrière une banderole où il est écrit "*L'extrême gauche tue*", crie des slogans tels que "*LFI complice, antifas assassins*". (Courrier International 21 février 2026)

Et malgré les consignes passées de ne pas porter de cagoules et de dissimuler tout signe extrémiste, quelques-uns sont passés entre les mailles du filet. Les reporters de BFMTV constatent des croix gammées tatouées sur le visage d'un homme dans le cortège. Au moins deux saluts nazis ont été filmés, et plusieurs injures racistes ont été entendues.

Des phrases comme « *Sale Bougnoule ! Sale race !* » ont été entendues. Le service d'ordre tentait, visiblement difficilement, de limiter ces sorties racistes. « *Les gars il y a les caméras* », rappelaient-ils aux personnes à l'origine de ces propos. Il en a été de même lorsque des saluts nazis ont été observés. Ce service d'ordre a tenté, du début à la fin de cette marche, de tenir les journalistes avec leurs caméras éloignés du cortège. (Le HuffPost 22 février 2026)

Une personne, présente en queue de cortège, a été interpellée pour port d'armes (couteau et marteau), selon la préfecture du Rhône.

Les policiers et gendarmes sont appelés à "*prévenir ou détecter tout tag ou inscription susceptible de porter atteinte à la mémoire du défunt*", indique une source policière à BFMTV. Toute forme de contre-manifestation ce samedi est considérée comme interdite par la préfecture.

Après un passe d'armes entre Emmanuel Macron et Giorgia Meloni, qui a qualifié le tabassage à mort de Quentin Deranque d'"*une blessure pour toute l'Europe*", c'est au tour de l'administration Trump de commenter l'affaire française.

L'ambassade américaine à Paris a relayé un message du Bureau de lutte contre le terrorisme, rattaché au département d'État, affirmant que "*l'extrémisme de gauche violent est en hausse et son rôle dans la mort de Quentin Deranque démontre la menace qu'il représente pour la sécurité publique*".

"*Nous continuerons à suivre la situation et espérons que les auteurs de ces violences seront traduits en justice*", a ajouté le Bureau.

Jeudi, le candidat de la droite et du centre, Jean-Michel Aulas, a appelé, dans une tribune, à ce que le portrait du jeune homme soit affiché sur l'hôtel de ville. Euronews 21 février 2026

Quand l'Etat fait la promotion des néonazis.

Mort de Quentin Deranque : Dominique de Villepin craint que la « *diabolisation* » de LFI ouvre un « *corridor* » au RN - Le HuffPost 21 février 2026

Dans un long message publié ce jeudi 19 février sur les réseaux sociaux, l'ex-Premier ministre estime que « *ce tir croisé sur LFI* », auquel s'adonnent de nombreuses personnalités politiques de Sébastien Lecornu à Jordan Bardella en passant par Bruno Retailleau « *a un effet mécanique* » : « *il détourne l'attention du danger principal et contribue à normaliser l'extrême droite en la dispensant d'être interrogée comme elle devrait l'être* ». L'ancien chiraquien, à qui on prête des ambitions pour 2027, estime que « *renvoyer dos à dos toutes les radicalités comme si elles étaient de même nature, de même force, de même danger* » constitue « *une faute politique* ». (Non, c'est révélateur. – J-C)

Pour Dominique de Villepin, le parallèle dressé entre antifascistes et extrême droite ne tient pas. « *Les communistes des années 30 n'étaient pas des enfants de chœur, mais les renvoyer dos à dos avec les nervis fascistes, avec près d'un siècle de recul, nous semblerait fautif* », illustre-t-il. (Ils n'étaient déjà plus communistes, ceci explique cela. – J-C)

« *Même en termes de victimes, macabre décompte, l'extrême gauche a fait une victime ces cinq dernières années, les militants d'extrême droite en ont fait onze, essentiellement des victimes ciblées sur des bases religieuses et raciales, des motifs profondément politiques* », poursuit Dominique de Villepin, renvoyant aux travaux de chercheurs comme Nicolas Lebourg ou Isabelle Sommier

Autre raison pour laquelle Dominique de Villepin refuse de mettre un signe égal entre les deux camps politiques : l'un des deux a plus de chances de remporter les prochaines élections que l'autre. « *Le pays risque-t-il aujourd'hui de basculer dans un régime de gauche radicale ? Rien n'étaye cette idée, affirme-t-il. L'extrême droite est, elle, à 35 ou 40 %, et tous les sondages la donnent gagnante à l'élection présidentielle de 2027.* » Ce qui justifie pour lui de s'attaquer prioritairement au RN.

Autre raison pour laquelle Dominique de Villepin refuse de mettre un signe égal entre les deux camps politiques : l'un des deux a plus de chances de remporter les prochaines élections que l'autre. « *Le pays risque-t-il aujourd'hui de basculer dans un régime de gauche radicale ? Rien n'étaye cette idée, affirme-t-il. L'extrême droite est, elle, à 35 ou 40 %, et tous les sondages la donnent gagnante à l'élection présidentielle de 2027.* » Ce qui justifie pour lui de s'attaquer prioritairement au RN.

« *À force de concentrer les coups sur LFI, par tactique, par confort, par calcul, on crée un corridor de respectabilité pour le RN. On lui offre ce dont il a toujours rêvé : l'apparence de la normalité, le privilège d'être la réponse au désordre qu'il prospère à entretenir* », cingle l'ex-Premier ministre, qui n'est toutefois pas exempt de critiques à l'égard de La France insoumise qui, selon lui, ne devrait « *pas surenchérir* ». « *Cela suppose pour LFI de clarifier ses positions, de tenir ses rangs, de rompre avec toute ambiguïté* ». Jean-Luc Mélenchon y est-il prêt ?

J-C - Quelle « *ambiguïté* » ? Mélenchon avoue volontiers qu'il n'a jamais rompu avec l'idéologie du PS, il voue un culte à Mitterrand qui n'avait rien de socialiste ou de radical, c'est un pur produit de la Ve République, qu'il ne soit pas ingrat avec elle, est somme toute logique.

En famille de la droite à l'extrême droite.

- « *C'est un moment de recueillement et de respect pour notre jeune compatriote qui a été tué* », avait déclaré plus tôt le président français Emmanuel Macron depuis le Salon de l'agriculture à Paris. RT 21 février 2026

Ce sénateur LR explique pourquoi il s'est rendu à la marche pour Quentin Deranque - Le HuffPost 22 février 2026

Étienne Blanc, élu du Rhône, était à l'hommage organisé ce samedi 21 février à Lyon.

Celui qui est également conseiller municipal de la ville de Lyon était présent à la cérémonie religieuse organisée à l'église Saint-Georges que le militant nationaliste fréquentait.

Il a également pointé du doigt Grégory Doucet : « *Ce que je regrette c'est la position incompréhensible du maire de Lyon qui a eu des mots si peu adaptés, si peu de compassion, de*

compréhension ». Questionné sur l'idée qu'il aurait fallu faire un hommage national, il répond : « *Bien sûr (...) C'était au président de la République de le faire* ». Le HuffPost 22 février 2026

S'ils le revendiquent ou l'avouent eux-mêmes...

Municipales 2026 : Martine Vassal cite Pétain en exemple, en plein débat à Marseille, et déclenche un tollé - Le HuffPost 20 février 2026

Martine Vassal, candidate de la droite et du centre soutenue par Renaissance, MoDem, Horizons et LR, a affirmé partager « *les préoccupations de certaines personnes qui votent pour le Rassemblement national* » et que ses « *valeurs* » étaient « *le mérite, le travail, la famille, la patrie* ». Une formule qui reprend le slogan du Maréchal Pétain et qui est associée au régime collaborationniste de Vichy sous l'Occupation allemande de la Seconde Guerre Mondiale.

Sur le plateau, la réaction est immédiate. Le maire socialiste Benoît Payan lui lance qu'il s'agit du « *slogan du maréchal Pétain*. » Chose que la candidate de la droite et du centre assume pleinement. « *Oui, mais ce sont mes valeurs. J'assume mes valeurs* », répond-elle, ajoutant qu'elles sont peut-être « *passées de mode* » et disant y ajouter « *l'humanité* ».

Pas de quoi calmer le débat, sur X de nombreux élus de gauche sont tout simplement abasourdis. « *Mais cette candidate qui plagie un régime collaborationniste avec les nazis nous donne des leçons de République ?* », cingle Marine Tondelier, la patronne des Écologistes. Le secrétaire général du Parti Socialiste Pierre Jovet s'étrangle lui de voir que « *la droite est prête à toutes les compromissions pour séduire l'extrême droite* ». Le coordinateur de La France insoumise, Manuel Bompard a lui fustigé « *ces gens-là [qui] prétendent faire des cordons sanitaires pour sauver la République* », mais qui « *préparent en réalité l'arrivée du fascisme au pouvoir* ». Le HuffPost 20 février 2026

Normalisation du nazisme en France.

Le profil sulfureux d'Aliette Espieux, l'organisatrice de la marche en hommage à Quentin Deranque - Le HuffPost 20 février 2026

Parmi les organisateurs de cet événement prévu ce samedi 21 février se trouve Aliette Espieux. Pas encore trentenaire, cette militante anti-avortement est connue pour grenouiller dans tout ce que l'extrême droite produit de plus radical.

Sur son profil X, le tweet épinglé en accueil annonce la couleur : une diatribe violente contre Simone Veil, accusée par l'intéressée d'avoir « *causé le plus grand massacre de l'histoire de France* » en permettant la légalisation de l'avortement. « *10 millions d'enfants innocents. C'est la pire des atrocités. Pire que les grandes guerres* », ose-t-elle. Sa qualité de porte-parole de l'association Marche pour la vie lui avait d'ailleurs valu un portrait réalisé par Quotidien en janvier 2021, via lequel on apprenait au passage qu'elle avait (aussi) porté les couleurs du RN à Lyon à l'occasion des élections municipales de 2020.

Selon *Le Monde*, la jeune femme évolue aussi dans la galaxie de Pierre-Édouard Stérin, à travers notamment l'association de prières Hozana, financée par le milliardaire, au sein de laquelle elle est alternante en communication. Mais c'est un autre aspect de son profil qui interpelle. Comme le révèle *StreetPress*, Aliette Espieux est mariée à Eliot Bertin, l'ex-leader néonazi du groupuscule dissous Lyon populaire. Une figure bien connue de l'extrême droite radicale, comme de la rubrique faits divers. À l'hiver 2024, il a été mis en examen pour association de malfaiteurs et placé en détention provisoire, après l'attaque d'une conférence sur la Palestine en novembre 2023.

Le groupe qu'il a fondé, Lyon Populaire, a par ailleurs été dissous pour « *apologie de la collaboration avec le nazisme* » et provocation « *à la haine, à la violence et à la discrimination envers les étrangers* ». Pas forcément idéal comme profil pour promouvoir l'apaisement, dans un contexte aussi tendu où plusieurs groupuscules nationalistes révolutionnaires, français comme étrangers, ont annoncé leur participation à l'événement. Celui-ci sera, en partie, financé par une cagnotte relayée par le collectif identitaire Nemesis et dont la destinataire désignée n'est autre qu'Aliette Espieux. À ce jour, un peu plus de 10 000 euros ont été récoltés.

Mort de Quentin Deranque : Qui sont les organisateurs de la marche prévue ce samedi à Lyon ? - 20minutes.fr/AFP 21 février 2026

Elle sera encadrée par un dispositif policier renforcé à un « *haut niveau* », a annoncé la préfecture du Rhône, confirmant l'autorisation de l'événement malgré les appels à son interdiction. « *Conformément aux échanges avec la préfecture et les services de police, et selon le souhait de la famille de la victime, l'organisatrice s'est engagée à respecter scrupuleusement les consignes données, à savoir que cette marche revête un caractère pacifique et qu'elle ne donne lieu à aucune expression politique* », poursuivent les services de l'Etat dans un communiqué parvenu à la rédaction de 20 Minutes.

Plusieurs organisations d'extrême droite ont annoncé leur présence sur les réseaux sociaux, à l'instar des féministes identitaires de Némesis, du mouvement nationaliste et royaliste Action Française, du collectif Héritage Lyon ou encore du groupe nationaliste Allobroges Bourgoin, dont Quentin Deranque était l'un des fondateurs. Des militants européens sont également attendus, selon des échanges sur des comptes Telegram, certains ouvertement néonazis. Le militant d'extrême droite Yvan Benedetti, ex-président du groupe pétainiste L'Œuvre Française, dissous en 2013, condamné pour négationnisme et incitation à la haine raciale, a également confirmé sa présence au Progrès et au Parisien.

Du côté du Rassemblement national, on préfère prendre ses distances, « *sauf situation locale très particulière et strictement encadrée* ». Jordan Bardella a recommandé à ses cadres de ne pas se rendre aux hommages dans un courrier consulté par l'AFP ce vendredi, alors que plusieurs élus de son parti, dont l'eurodéputé Pierre-Romain Thionnet dont il est très proche, ont participé au rassemblement organisé dimanche 15 février à Paris par le groupuscule identitaire Les Natifs. (Quel aveu, car cela signifie qu'en temps normal, les cadres du RN-FN côtoient des néonazis, RN est un parti fasciste déguisé destiné à faire diversion pour soulager le parti de l'ordre du moment qui gouverne avec la complicité des partis qui figuraient dans le NFP, entre autres. - J-C)

Au-delà du symbole déconcertant, un malaise diffus entoure l'organisation de cette marche, dans une ville autant marquée par la violence politique que par la persistance des chapelles les plus rudes de l'extrême droite groupusculaire. Car c'est désormais une certitude, ce sont bien les franges les plus radicales de cette mouvance qui sont à la manœuvre.

La France insoumise mais aussi le maire de Lyon, Grégory Doucet, ont demandé son interdiction, par crainte de débordements. Une requête balayée d'un revers de main par le ministre de l'Intérieur, Laurent Nuñez, qui estime que le dispositif policier sera assez important pour prévenir les troubles à l'ordre public. (Il voulait dire pour protéger les néonazis. - J-C)

Pendant ce temps, les nationalistes s'organisent. Sur les réseaux sociaux, les militants d'extrême droite font circuler un guide de bonne conduite, sur lequel ceux qui comptent participer au défilé sont priés de camoufler leurs signes distinctifs trahissant leur appartenance à l'extrême droite (comme les tatouages ou autres symboles) et de préférer un look discret aux tenues sombres et cagoulées (il est conseillé de privilégier les masques chirurgicaux) prisées par les adeptes des drapeaux noirs à croix celtiques. 20minutes.fr/AFP et Le HuffPost 21 février 2026

Agression de l'extrême droite à Toulouse.

Chaînes de vélo, barres de fer... : quinze néofascistes attaquent un bar et blessent trois personnes à Toulouse – revolutionpermanente.fr 18 février 2026

Après l'interdiction du rassemblement d'extrême droite « *pour Quentin* » et du contre-rassemblement antifasciste ce mardi à Toulouse, une quinzaine de militants se sont rassemblés aux abords du métro Palais de Justice, avant de descendre la Grande rue Saint-Michel pour y entreprendre une ratonnade improvisée. Sur le chemin, les néofascistes ont frappé une passante et menacé plusieurs autres avec des couteaux. En passant devant le bar Ôbohem, ils n'ont pu s'empêcher d'exprimer tout leur racisme, criant : « *Il faut sortir les arabes d'ici* », selon des témoins interrogés par Révolution Permanente. Ils ont ensuite attaqué l'Evasion Bar après que des clients ont entonné le chant antifasciste « *Siamo tutti antifascisti* ». Finalement chassés par les habitants du quartier et les clients du bar, les militants ont ensuite pris la fuite par la rue Saint-Léon, d'après des vidéos que Révolution Permanente a pu se procurer.

<https://www.revolutionpermanente.fr/Chaines-de-velo-barres-de-fer-quinze-neofascistes-attaquent-un-bar-et-blessent-trois-personnes-a>

L'oligarchie financière est le lumpenprolétariat de la bourgeoisie, Lecornu ose tout, il est son représentant.

Aymeric Caron porte plainte contre Sébastien Lecornu qui lui attribue « une phrase digne des nazis » - Le HuffPost 21 février 2026

Après Jean-Noël Barrot avec Francesca Albanese, Sébastien Lecornu est accusé de diffamation par Aymeric Caron. Le député membre du groupe de la France insoumise à l'Assemblée nationale reproche au chef du gouvernement de lui avoir attribué une phrase qu'il n'a pas prononcée.

Le Premier ministre « *m'a accusé d'avoir prononcé une phrase digne des nazis* » qui « *n'a évidemment jamais existé dans ma bouche ou sous ma plume* », s'est-il ainsi agacé sur les réseaux sociaux, annonçant le dépôt d'une plainte vendredi 20 février, lendemain de la sortie de Sébastien Lecornu.

Invité du Crif (Conseil représentatif des institutions juives de France) pour son dîner annuel, ce dernier avait pointé du doigt l' élu parisien en l'intégrant dans ce qu'il appelle les « *nouveaux antisémites* ». « *Un chroniqueur médiatique, devenu député de la République* » a affirmé qu'« *ils ne font pas partie de la même espèce humaine que nous* ». Cette phrase, selon lui, comporte une « *ambiguïté soigneusement entretenue* » caractéristique des « *nouveaux antisémites* ».

Le locataire de Matignon faisait sans nul doute référence à un message publié par Aymeric Caron il y a deux ans sur les réseaux sociaux. Il répondait alors aux mots d'un internaute affirmant que la tragédie en cours à Gaza « *n'est plus une question politique. Ce n'est plus même une question de droit. C'est dorénavant la question de notre appartenance ou non à la même espèce humaine* ».

Voici les propos exacts du député, en réaction à cette publication : « *De manière évidente Gaza a montré que non, nous n'appartenons pas à la même espèce humaine. Il y a des soutiens qui ne seront jamais pardonnés, car ils ont montré la pourriture dans l'âme de certaines personnes* ». Ce vendredi, il dénonce le « *mensonge (...) intolérable* » du chef du gouvernement, et un procédé « *extrêmement grave* ».

Ce n'est pas la première fois que le gouvernement est accusé de raccourcir ou d'orienter à charge les propos de personnalités particulièrement impliquées dans la défense des droits des Palestiniens. Récemment, le chef de la diplomatie française Jean-Noël Barrot s'est pris les pieds dans une polémique en demandant le départ d'une cadre de l'ONU, Francesca Albanese, en se basant sur les récriminations de députés macronistes qui eux-mêmes se fondaient sur une phrase que la juriste italienne n'a pas prononcée.

Face à la bronca – une centaine d'ex-diplomates, ministres et ambassadeurs ont accusé le Français de « *désinformation* » dans une lettre ouverte – le Quai d'Orsay avait fini par reconnaître une « *fausse phrase* ». Peu importe, selon Jean-Noël Barrot, puisque sa diatribe se justifiait vu « *l'ensemble de ses propos* ». De quoi inspirer Sébastien Lecornu ? Le HuffPost 21 février 2026

France.

Municipales 2026 : Le PS prêt à de « *rare* » rapprochements avec des listes LFI mais sous conditions - 20 Minutes/AFP 20 février 2026

Le Parti socialiste admettra dans de « *rare* cas de figure » des rapprochements avec LFI au second tour des élections municipales. Mais seulement si les candidats insoumis clarifient « *leur position sur le rapport de leur mouvement à la violence politique* », explique ce vendredi le secrétaire général du PS, Pierre Jovet.

« *Comme au premier tour, il n'y aura pas d'accord national avec la France insoumise* », précise-t-il.

J-C - De quelle "violence politique" s'agit-il en réalité ?

Traduction : Le PS étant devenu un parti néoconservateur, il exige que LFI rompe avec le socialisme révisionniste ou réformateur dont il se réclame, parce qu'il considère que revendiquer des réformes sociales favorables à la classe ouvrière constituerait une menace d'une violence

insupportable envers le capitalisme, il exige que LFI y renonce et fasse allégeance sans faille au régime fascisant en place.

En famille. PS : Le parti de l'OTAN et de la guerre. Ils ont un faible pour les nazis.

Olivier Faure se rendra en Ukraine pour les quatre ans de la guerre - BFMTV 20 février 2026

"L'Europe, et singulièrement la France, ont le devoir de se tenir aux côtés des Ukrainiens", indique Olivier Faure auprès de BFMTV.

"C'est pourquoi j'irai rappeler aux autorités du pays notre soutien indéfectible à l'occasion des quatre ans de la reprise du conflit", ajoute-t-il.

"Poutine mène une guerre contre l'Ukraine, et à travers elle, une guerre contre notre modèle démocratique", souligne l'élu de la 11e circonscription de Seine-et-Marne, qui réitère son soutien au peuple ukrainien.

L'oligarchie financière est le lumpenprolétariat de la bourgeoisie, Barrot ose tout, il est aussi son représentant.

Accusations de désinformation : plus de 150 ex-diplomates mettent en cause le chef de la diplomatie française - aa.com.tr 19 février 2026

Plus de 150 anciens diplomates, ministres et ambassadeurs ont accusé le chef de la diplomatie française de désinformation dans un communiqué conjoint consulté par Anadolu, appelant à des mesures correctives immédiates.

Une coalition internationale rassemblant d'anciens ministres, ambassadeurs, diplomates, parlementaires et hautes personnalités publiques affirme que le ministre français de l'Europe et des Affaires étrangères, Jean-Noël Barrot, a relayé publiquement des propos « *numériquement falsifiés* » attribués à la Rapporteuse spéciale des Nations Unies, Francesca Albanese.

Selon la coalition, ces éléments inexacts auraient été utilisés pour discréditer une titulaire d'un mandat indépendant de l'ONU. Elle estime que « *le recours à des informations manipulées porte atteinte à l'intégrité des institutions internationales* », et avertit que de telles pratiques « *minent la confiance dans le droit international et affaiblissent les principes de responsabilité et de transparence qui fondent la diplomatie multilatérale* ».

Pour rappel, le 11 février 2026, Jean-Noël Barrot a attribué à Mme Albanese des propos présentés comme issus de son intervention au Forum des médias d'Al Jazeera, tenu le 7 février 2026, allant jusqu'à appeler publiquement à sa démission.

Toutefois, une vérification indépendante des faits menée par le programme « Truth or Fake » de France 24 a établi que la rapporteuse onusienne n'avait jamais qualifié Israël d'« *ennemi commun de l'humanité* », contrairement aux affirmations relayées.

Dans ce contexte, Francesca Albanese a rappelé un principe central du droit international, soulignant que « *l'imputabilité des violations graves du droit international constitue une obligation juridique, non un choix politique* », et que « *les responsables doivent être poursuivis* ».

Allant plus loin, la rapporteuse a mis en garde contre les conséquences de l'inaction. Elle a averti que « *le défaut d'application de cette responsabilité favorise l'impunité, mine la crédibilité des protections juridiques internationales et compromet les instruments fondamentaux du droit international* », citant notamment la Convention pour la prévention et la répression du crime de génocide.

Jean-Noël Barrot a maintenu mercredi, devant Assemblée nationale, sa demande de démission de la Rapporteuse spéciale de l'ONU Francesca Albanese, rejetant tout appel à une rectification de propos jugés inexacts.

Interpellé lors des questions au gouvernement par la députée LFI Andrée Taurinya, qui dénonçait une « *déformation* » des déclarations de la Rapporteuse spéciale, le chef de la diplomatie a défendu sa position exprimée le 11 février.

« *Les fake news, ça suffit. Je n'ai ni déformé, ni tronqué les propos de Madame Albanese* », a répondu Barrot dans l'hémicycle. « *Je les ai tout simplement condamnés parce qu'ils sont condamnables.* » aa.com.tr 19 février 2026

Capitalisme : Stop ou encore ?

Des millionnaires qui ne paient pas d'impôts sur le revenu - Le HuffPost 19 février 2026

Les chiffres, publiés en premier par Le Monde, donnent le vertige : en 2024, 18 525 foyers fiscaux dont le patrimoine était supérieur à 1,3 million d'euros (on estime à 186 000 ménages le nombre de personnes assujettis à l'impôt sur la fortune immobilière) n'ont pas payé un centime d'impôts sur le revenu. Le chiffre est ramené à 13 335 si l'on enlève ceux qui ne sont pas résidents fiscaux ou qui sont décédés dans l'année.

En France, 13 335 millionnaires ne payent aucun impôt sur le revenu. Ce chiffre inouï, particulièrement élevé, ressort des documents fournis par le ministère de l'Économie et des Finances à deux sénateurs, Claude Raynal (PS) et Jean-François Husson (LR). Il illustre à lui seul la capacité des grandes fortunes à contourner l'impôt, là où l'immense majorité des Français imposables est sommée de payer rubis sur l'ongle.

A contrario, les documents exposent le cas d'un foyer déclarant 142 millions d'euros de patrimoine immobilier et qui n'a pas payé un centime sur le revenu. Cela ne veut évidemment pas dire que ce foyer ne s'est pas acquitté d'autres taxes, mais cette situation met en lumière les niches fiscales à destination des plus riches autant que les stratégies d'optimisation voire de fraude fiscale mises en place.

Combat contre la mystification climatique.

Lu.

Le désert du Sahara, de tous les endroits, a rétréci d'environ 8% depuis les années 1980 grâce à l'augmentation des niveaux de CO₂ alimentant une remarquable renaissance verte mondiale.

Les données des instruments AVHRR et MODIS de la NASA montrent que 25% à 50% des terres végétalisées de la Terre sont devenues nettement plus vertes, soit une superficie équivalente à environ deux fois celle des États-Unis continentaux.

La fertilisation au CO₂ a généré environ 70% de cette croissance, rendant les plantes plus efficaces avec l'eau en réduisant le temps pendant lequel les stomates (pores des feuilles) restent ouverts, ce qui à son tour réduit la perte d'eau et renforce la résistance à la sécheresse.

Cela a permis à la végétation de reconquérir les zones arides en bordure du Sahel (la frange sud du Sahara), au Moyen-Orient et dans l'arrière-pays australien. Le Sahara, à lui seul, a perdu environ 8% de sa superficie désertique, soit l'équivalent de plus de 700 000 km² de couverture végétale supplémentaire, repoussant ainsi les étendues de sable stériles dans des zones autrefois inhospitalières.

La concentration de CO₂ atmosphérique se situe actuellement autour de 430 ppm (niveaux prévus début 2026), permettant aux plantes de prospérer là où elles ne le pouvaient pas auparavant. Si le changement climatique engendre de sérieux défis, ce reverdissement témoigne d'un bénéfice clair et mesurable lié à une concentration plus élevée de CO₂ : une planète plus verte et plus résiliente dans de nombreuses régions arides.

Voici un résumé factuel basé sur les sources scientifiques principales :

Étendue du reverdissement : Des études clés, comme celle publiée en 2016 dans Nature Climate Change (Zhu et al., avec participation de chercheurs de la NASA et Boston University), montrent une augmentation significative de la surface foliaire (LAI, Leaf Area Index) sur 25% à 50% des terres végétalisées de la planète depuis les années 1980. Cela représente une superficie additionnelle de verdure équivalente à environ deux fois les États-Unis continentaux, comme mentionné dans votre texte. Des mises à jour récentes confirment que la tendance se poursuit, avec des pics récents (par exemple en 2020 comme année particulièrement verte dans certains records).

Rôle dominant du CO₂ : Les modélisations factoriales indiquent que la fertilisation par CO₂ explique environ 70% de cette tendance au reverdissement global. Le CO₂ permet aux plantes d'ouvrir moins longtemps leurs stomates pour capter le carbone nécessaire, réduisant ainsi les pertes d'eau par transpiration. Cela rend les végétaux plus efficaces hydriquement et plus résistants à la sécheresse, favorisant leur expansion dans les zones arides semi-désertiques.

Régions concernées : Le Sahel (frange sud du Sahara) montre un reverdissement marqué, lié à la fois à une reprise des pluies après les sécheresses des années 1970-1980 et à l'effet CO₂. Des zones au Moyen-Orient, en Australie intérieure et ailleurs en zones arides bénéficient aussi. Cependant, pour le Sahara lui-même, les affirmations d'une réduction de 8% de sa superficie désertique (environ 700 000 km² de végétation supplémentaire) circulent dans des posts et discussions en ligne, mais elles ne sont pas confirmées par les études principales de la NASA ou récentes. Le Sahara reste majoritairement stable ou en légère expansion dans certaines parties selon des analyses (par exemple, une étude de 2020 note une expansion nette de ~8% sur 1950-2015 due à d'autres

facteurs climatiques, mais le reverdissement est plus prononcé au Sahel qu'au cœur du désert). Le «*reverdissement du Sahel*» est bien observé, mais pas une contraction massive du Sahara central.

Niveaux de CO₂ actuels : En février 2026, les concentrations atmosphériques de CO₂ (mesurées à Mauna Loa par la NOAA) oscillent autour de 429-430 ppm, ce qui correspond bien à votre mention de ~430 ppm. C'est en hausse continue par rapport aux ~340 ppm des années 1980.

Venezuela.

Venezuela : Report de l'audience du président Nicolas Maduro et de Cilia Flores - Bolivar Infos 19 Février 2026

La cour fédérale de New York a reporté au 26 mars 2026 la seconde audience du président du Venezuela, Nicolas Maduro et de son épouse, la première combattante et députée, Cilia Flores, après un accord entre le procureur et la défense.

Ce changement de date de l'audience prévue à l'origine pour le 17 mars a été autorisé par le juge Alvin K. Hellerstein à cause de « *problèmes de planification et de logistique* », selon le document officiel.